

# 22<sup>e</sup> congrès

Document  
à remettre  
à chaque  
syndiqué.e

de l'Union Départementale CGT de Seine-Saint-Denis

**14, 15, 16 mai 2025**

**Bourse Départementale du Travail  
Clara Zetkin**

**1, place de la Libération - 93000 Bobigny**

## **BILAN D'ACTIVITES 2021-2024**

**Dans le 93 gagnons un plan  
d'urgence pour l'éducation**

**4 ans de luttes et d'actions au service des  
salariés et habitants de Seine-Saint-Denis**

# 22<sup>e</sup> congrès

de l'Union  
Départementale  
CGT de  
Seine-Saint-Denis

*la*  
**cgt**  
93

**14, 15, 16 mai 2025**

**Bourse Départementale du  
Travail - Clara Zetkin**

**1, place de la Libération - 93000 Bobigny**

# édito

Voici le moment du 22<sup>ème</sup> congrès de l'Union Départementale CGT de la Seine-Saint-Denis. Ce moment fort dans la vie de notre organisation doit être l'occasion de se redonner un coup de boost, de renforcer notre structure et la CGT. La CGT 93 au cours des quatre années passées depuis le dernier congrès a été présente sur tous les combats, toutes les campagnes initiées par la confédération CGT et toutes les mobilisations et actions impulsées par notre UD.

L'Union Départementale CGT 93 n'a pas à rougir de ses combats. Ils sont notre fierté et portent en eux notre ambition de progrès social et d'une vie meilleure pour toutes et tous dans une société plus juste. La conquête de droits nouveaux, la réponse aux besoins sociaux, la construction d'un rapport de forces capable d'imposer une autre répartition des richesses produites par le travail restent plus que jamais notre fil rouge.

Dès lors, notre bilan d'activité doit tenir compte des enjeux de la période et des questions posées au syndicalisme sur sa place et son rôle et en particulier à la CGT, syndicat de classe et de masse, unitaire démocratique et indépendant. Une activité considérable a été mise en œuvre dans une période difficile, marquée par la montée du racisme et de la xénophobie et des gouvernements sous la présidence Macron qui plus que jamais ont attaqué nos droits et nos conquises sociales.

L'année 2022 a plus particulièrement été marquée par la campagne des salaires et ses nombreuses mobilisations dans l'ensemble de notre département. Ces mobilisations étaient plus que légitimes alors que, selon les données de l'Insee, l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé, l'IPCH a atteint 6,7% sur l'année. Les prix des produits alimentaires avaient connu une accélération plus grande encore de +15,9%... La question de la répartition des richesses est aujourd'hui encore plus d'actualité. Pendant que les salarié.e.s subissent l'inflation, l'observatoire des inégalités relève que la valeur des 500 plus grandes fortunes professionnelles a été multipliée par 4 en vingt ans. Au cours des dix dernières années, au sein du CAC 40, les versements aux actionnaires ont augmenté de 70 % pour une hausse de 20 % des salaires.

Au cours de la période, Macron et ses gouvernements successifs n'ont cessé de mener des politiques accentuant les inégalités et les répressions syndicales. Leur arrogance les met au dessus de nos institutions puisqu'ils gouvernent sans complexe sans majorité en abusant du 49.3 sur les textes de loi les plus importants pour notre pays. Ce sont ces choix ultra-libéraux qui font monter les partis d'extrême droite, comme en Italie ou en Suède. Et Macron ne semble pas avoir tiré les leçons des dernières élections en n'entendant pas le mécontentement des citoyens et citoyennes. Le projet de réforme des retraites, présenté le 10 janvier 2023, passant à 64 ans l'âge légal de départ et à 43 annuités le seuil pour un taux plein, a généré l'explosion de la colère. Des mobilisations exceptionnelles, qu'on n'avait pas revues dans notre pays depuis 1995, ont mis en grève et dans la rue plus de 3 millions et demi de manifestants et manifestantes en France sur 16 journées d'appels confédéraux interprofessionnels. Le projet de réforme des retraites du gouvernement était rejeté par plus de 69% des actives et actifs.

Le mouvement aura aussi été l'occasion de remettre au premier plan le rôle des syndicats dans les problématiques sociales, sociétales et économiques. Souvent présentées comme des organisations archaïques, au rôle complètement dépassé, les organisations syndicales ont été la colonne vertébrale du mouvement de lutte, et les adhésions ont été très nombreuses, en particulier à la CGT comme dans le 93 où les chiffres de 2023 communiqués dernièrement confirment l'explosion des adhésions.

C'est donc fier(e)s des actions menées que nous devons nous inscrire de nouveau, à l'occasion de ce 22<sup>ème</sup> congrès, dans une nouvelle perspective de luttés, de victoires et d'amélioration des conditions de vie comme de travail des camarades de la Seine Saint Denis et de la France entière.

**Vive l'Union Départementale CGT de la Seine-Saint-Denis**  
**Vive la CGT**



***Ce document a été adopté par la Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT de Seine-Saint-Denis le 11 mars 2025 à l'unanimité moins une abstention.***

Supplément au **BIMI** N° 930  
Bulletin d'information aux militants  
de l'Union Départementale CGT 93  
**ISSN 7656890**  
N° CPPAP 0728 S 07940  
Imprimé par **PUBLIC IMPRIM** - 20, rue  
Croix des Vignes - 92230 Gennevilliers  
Tel : 01 48 20 69 47 - Fax : 01 47 93 30 70  
Directeur de publication:  
**Kamel BRAHMI**  
Tél : 01 48 96 36 32  
Email: [contact@cgt93.fr](mailto:contact@cgt93.fr)  
Tirage à 4 000 exemplaires

## 2021

► 21<sup>ème</sup> congrès de l'UD 93 du **20 au 22 octobre** 2021

Après avoir été reporté deux fois en raison de la crise sanitaire, le congrès de l'Union Départementale CGT de la Seine-Saint-Denis s'est déroulé les 20, 21, et 22 octobre à Saint-Denis. Un congrès placé sous le signe de la construction du « monde d'après » pour imposer un changement de cap, à rebours des désastres sociaux et environnementaux des logiques capitalistes. Des débats, des interventions, des retours d'expérience qui avaient tous à cœur de contribuer à la réflexion commune pour une CGT toujours plus offensive, plus efficace et qui se renforce.



A l'issue de ce 21<sup>ème</sup> congrès la direction de l'UD CGT 93 a été renouvelée.

Quelques chiffres : Plus de 300 délégué(e)s représentant 254 bases, 21 FD, et 23 UL ... Les Congrès de l'UD 93 sont toujours un signe de vitalité de nos organisations dans le département. Le fonctionnement de la commission exécutive a été adopté lors de sa première réunion le 9 novembre 2021 et s'articule autour de six pôles chacun composés de collectifs de travail : la vie syndicale, les grands axes revendicatifs, notre politique financière, la formation syndicale, le pôle droits et libertés, et la communication.

► Dès **le 25 octobre**, le coup d'envoi d'une grève rassemblant près de 300 travailleurs sans-papiers était lancé sur 8 sites différents en Ile-de-France. En Seine-Saint-Denis, deux piquets de grève à Villepinte et à Bobigny ont obtenu satisfaction.



## Luttes

► **Octobre 2021** les salarié(e)s du site logistique d'H&M au Bourget ont accentué la lutte pour défendre leurs emplois. Une grève massive a mis le dépôt à l'arrêt pendant plusieurs jours, et une manifestation dans les rues de la ville est venue donner du souffle à leur combat. Leur mobilisation a permis de voir émerger un repreneur, ID Logistics. Les contacts

ont été pris immédiatement avec les responsables CGT d'ID Logistics et avec la fédération.

► Loi de transformation de la Fonction Publique : Plusieurs mois durant les agent(e)s territoriaux(les) du département et des villes du 93 se sont mobilisé(e)s contre les effets délétères de cette loi dont le vol de congés ou le passage au 1607 heures. Cette mobilisation a connu son point culminant **le 7 décembre 2021** sur le parvis de la préfecture.

► **Le 20 novembre** Monoprix Bondy rassemblement devant le magasin contre les discriminations et le harcèlement.

► **Le 25 novembre** : 6<sup>ème</sup> conférence de la CSD 93. 150 participant(e)s. Débat offensif. Conférence très orientée sur la lutte contre « loi transformation fonction publique » 2 co-secrétaires élu(e)s : Serge Robineau / Nathalie Gosselin.

► **Le 4 décembre 2021** : manif des privé(e)s d'emploi à Paris. Notre département fortement représenté.

► **Décembre** : Fusion des OPH Est Ensemble : suite à la réunion des administrateur(rice)s CGT, intervention avec l'ensemble des directeur(rice)s des OPH de la communauté d'agglo et le vice-président au logement.

► **Décembre** : Bourse du Travail de St Denis, la mairie a fait des annonces très inquiétantes, remettant en cause la CA de la Bourse, son fonctionnement et ses moyens. Point de départ d'une mobilisation de longue haleine.

► Hôpital Robert Ballanger : les personnels réunis en AG le **16 décembre** sont allé(e)s à la rencontre de la directrice de l'Hôpital pour exprimer leurs revendications- interpellations des agent(e)s en attente de titularisation depuis plusieurs années.

► **Décembre** : Servair : En lutte, débrayages des salarié(e)s demandant l'application de la convention collective de l'aérien, le maintien des droits acquis et conditions de travail - barbecue de

lutte perturbé par la gendarmerie venue en soutien de Servair.

## Élections pros :

● RATP : la CGT redevient la première organisation et progresse de plus de 2.000 voix avec un total de 8261 voix. L'audience représentativité donne 35,28% pour la CGT/ 30,64 FO (coalition de différentes OS)/ 25,49 UNSA

Au centre bus de Flandres (Pantin), la CGT totalise 74% des voix.

● COS Aubervilliers : la CGT reste première orga 35,12% et 14 sièges sur 20.

● CCAS Energie : participation en baisse a profité à la CFE CGC. Léger effritement de la CGT, qui pourtant garde une forte audience dans le 1er collège.

● 78%, c'est le score réalisé par la CGT lors des élections professionnelles à la Drieets 93 (direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités).

## 2022

► **11 janvier** : Journée de mobilisation dans la santé : temps fort départemental sur l'heure de midi avec rassemblement devant l'ARS, à Saint Denis - une

délégation reçue par la responsable départementale de l'ARS : aucune avancée, aucune annonce.

► Journée de mobilisation dans l'éducation le **13 janvier** : journée très suivie notamment en Seine-Saint-Denis. Au niveau national 75% de grévistes dans le primaire, 60% dans le secondaire. 80%, c'est le taux de grévistes enregistré dans le premier degré en Seine-Saint-Denis lors de la mobilisation du 13/01. Le secondaire en comptait 65%. 1 école sur 3 était fermée dans le département.

► **20 et 21 janvier 2022** : Congrès de l'UL de Roissy. Élection de Nicolas Pereira nouveau Secrétaire Général en remplacement d'Eric Lamy qui quitte la région pour profiter d'une retraite bien méritée.

► **Le 1<sup>er</sup> février 2022** près de 14 000 salarié(e)s de Pôle emploi ont répondu à l'appel à la grève lancé par 10 organisations syndicales.

Un malaise grandissant au sein de ce service se traduit par une augmentation du nombre de syndiqué(e)s dans notre



département et à une plus grande mobilisation autour de Yoan Piktoroff, secrétaire de section départementale de la CGT pôle emploi 93.

► Loi de transformation de la fonction publique :

- rassemblement des territoriaux de Noisy Le Grand **mercredi 2 février**
- rassemblement des territoriaux de Bobigny le **jeudi 3 février**

► **Le 3 février 2022** CPH Bobigny : à l'initiative de l'UD CGT 93 toutes les UD du département s'accordent sur l'envoi d'un courrier au ministre de la Justice qui réaffirme le besoin d'un second CPH sur le département.

► **Le 16 février**, Plan d'ouverture à la concurrence des transports urbains prévu pour être concédé à des opérateurs privés pour janvier 2025. Cheminot(e)s et agent(e)s de la RATP se sont donné(e)s rendez-vous devant le siège du conseil régional à Saint-Ouen, afin de protester contre l'ouverture à la concurrence des transports publics les agent(e)s du 93 mobilisé(e)s en nombre.

► **Le 16 février**, A l'appel de la CGT, plusieurs centaines de salarié(e)s étranger(e)s et leurs soutiens, élu(e)s, militant(e)s associatif(v)es et syndicaux(les) ont manifesté à Bobigny jusqu'à la préfecture, pour dénoncer l'absence d'accueil permettant aux étrangers de réaliser leurs démarches administratives.

► **Les 17 et 18 février 2022** : Congrès de l'UL de Montreuil reconduction de Richard Delumbée Secrétaire Général.

► **Le 18 février 2022** : Un nouveau Conseil d'Administration est élu à l'Assemblée Générale de l'IHS CGT 93, José Pinto - Président, Alain Lepert - Secrétaire Général, Gérard Mantovani - Trésorier.

► Mobilisation des salarié(e)s de la clinique la Roseraie d'Aubervilliers depuis **le 3 février** : Le préfet a décidé de réquisitionner les grévistes. Des avocats mandatés par l'UL et l'UD 93 pour déposer des recours. En attendant, les salarié(e)s travaillent sur d'autres actions.

► **Le 28 février** les salarié(e)s de la société ONET Transport Service, sous-traitant de la RATP pour le nettoyage des abris Bus et Tramway, se rendent au siège régional de leur entreprise pour se faire entendre après 8 jours de grève. Ainsi les ONET en grève ont imposé une nouvelle négociation au directeur régional et réussissent à arracher une prime mensuelle entre 50 et 70 euros, une prime exceptionnelle de 100 euros et un accord sur des journées de grève.

► **Le, 8 mars**, plus de 200 initiatives se sont tenues sur le territoire, avec 30.000 manifestants et manifestantes à Paris à l'appel d'organisations syndicales, de collectifs ou d'associations. Une centaine de personnes étaient avant la manifestation réunies à la bourse



départementale du travail pour une projection du film « debout les femmes » suivi d'un échange sur la question de l'égalité femme/homme et de la responsabilité du mouvement social en la matière. L'UD 93 a ensuite pris toute sa place dans le cortège et sa camionnette a été, comme toujours, largement suivie.

► **Ce même jour** La Bourse départementale du travail est rebaptisée « Clara Zetkin ».

► **Le 16 mars** Mobilisation des salarié(e)s de Veolia devant le siège à Aubervilliers nombreux camarades mobilisé(e)s autour de la camionnette de l'UD 93.

► **Le 19 mars** : Printemps des services publics à la Bourse Départementale du travail 93 animé par Willy Pelletier et Arnaud Bontemps avec de nombreux(ses) intervenant(e)s : Saphia Ait Ouarabi - vice-présidente de SOS Racisme, Marie Soubestre - chanteuse lyrique, Kim Reuflet - présidente du Syndicat de la magistrature, Benoit Teste - secrétaire général de la FSU, Céline Verzeletti - secrétaire confédérale de la CGT, Caroline De Haas - militante féministe, Murielle Guilbert - co-déléguée générale de Solidaires, Michel Jallamion - président de la Convergence nationale des services publics, Olivier Milleron - porte-parole du Collectif inter-hôpitaux.

► Salariés M.A France Aulnay : deux jours de grève **les 24 et 25 mars** pour les salaires mais aussi pour interroger sur l'avenir de l'entreprise.

► **Fin mars** la décision tombe fermeture par l'ARS de l'EHPAD La Roseraie de Livry Gargan malgré les nombreuses alertes émises par les salarié(e)s et restées sans réponse. Les salarié(e)s refusent de subir les manquements de leur direction.

► **Le 1<sup>er</sup> avril**, des agent(e)s de sécurité ont manifesté à côté des salarié(e)s de

la plateforme de l'aéroport Roissy CDG pour réclamer de meilleures conditions de travail ainsi qu'une hausse des salaires à l'appel d'une intersyndicale réunissant CGT, FO, CFTC et CFDT, et accueillis par



les militant(e)s de l'Union Locale CGT de Roissy, plus de 500 manifestant(e)s ont bravé la neige.

► Répression syndicale dans une école de St Denis, des camarades menacés de mutation contrainte. Des rassemblements de soutien ont eu lieu **les 12 et 20 avril** devant la SDEN 93 à Bobigny mobilisant nombre de camarades et d'enseignant(e)s.

► Loi de transformation de la Fonction Publique Plusieurs centaines de fonctionnaires territoriaux(les) de Seine-Saint-Denis se sont retrouvé(e)s en AG **le 16 mai 2022**, à la Bourse départementale du travail. Un rassemblement contre l'application de la réforme des 1607 heures s'est tenu **le 23 mai** à midi sur le parvis de la préfecture à Bobigny, suivi

d'une première journée de grève **le 24 mai**.

► Rassemblement **le 16 mai** à 18h00 des Nouveaux Robinsons contre le projet de vente de 9 magasins, les plus rentables, à une franchise. 200 salariés concernés, un gros site à Montreuil, le magasin historique. L'UD 93 présente pour soutenir nos camarades.

► **Le 19 mai** Déploiement chantiers J.O au village Olympique à Saint Ouen : première date inscrite au calendrier de déploiement sur les chantiers travaillé par la fédération. Présence de la fédération de la construction, Intérim, des UL St Denis et Sy Ouen et bien sûr de l'UD 93.

► **Plan d'urgence Éducation** : Après des mois de négociations avec le rectorat, l'intersyndicale dont fait partie la CGT Educ'action 93 a gagné la mise en place d'une grille de revalorisation des salaires des AESH de l'académie de Créteil pour la période du 1er janvier 2020 au 31 août 2021. Une enveloppe de 1,5 millions d'euros est allouée aux 6 500 AESH de l'académie, qui vont recevoir en moyenne 230 euros supplémentaires sur leurs salaires de juin.

► Loi de transformation de la Fonction Publique **Le 1<sup>er</sup> juin** dernier, la mobilisation syndicale et politique contre l'augmentation du temps de travail des agents territoriaux a emporté

une victoire importante, suite à une décision du Conseil d'État. Sur le terrain, les agent-es ne désarment pas.

► **Le 7 juin**, plusieurs rassemblements ont été organisés par les syndicats CGT des hôpitaux du département, qui demandent à être reçus par le préfet. La CGT revendique une enveloppe budgétaire exceptionnelle afin d'enrayer la situation critique des hôpitaux du département.

► **Le 9 juin 2022**, plusieurs centaines de salarié(e)s de la zone aéroportuaire de Roissy se sont mis(es) en grève et ont manifesté, réclamant une hausse générale des salaires de 300 euros pour toutes et tous.

► 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'institut CGT d'Histoire Sociale de la Seine Saint Denis **Le 15 juin 2022** de nombreuses et nombreux participant(e)s ont assisté aux festivités organisées par notre IHS CGT 93. Parmi les présent(e)s, outre



## 2022, la bataille des salaires

En 2022, la CGT 93 est tout particulièrement à l'offensive sur la question des salaires notamment. De nombreuses grèves ont eu lieu sur tout le territoire. L'impulsion confédérale a su rencontrer des attentes dans les entreprises. Cette fenêtre de tir, des salarié(e)s l'ont saisi, pour entrer dans la bagarre et pour beaucoup gagner des revalorisations des salaires. A l'image des Dassault Falcon Service au Bourget qui au bout de 6 jours d'arrêt de travail ont obtenu des gains revendicatifs significatifs. Avant cela sur la plateforme de Roissy dès juillet, la CGT avait posé la nécessité de se mettre en mouvement pour obtenir une hausse salariale qui va au-delà du coût de l'inflation, pour absorber la hausse généralisée des prix et arracher

la part des travailleur(euse)s dans la production de richesse. Notre organisation syndicale a assumé pleinement son rôle et sa responsabilité, celle de faire monter les revendications des travailleur(euse)s et de peser sur le débat public, en plaçant la question des salaires au cœur de l'attention médiatique et politique. Dans un contexte où le moindre fait divers est exploité par les forces d'extrême droite. Si le social ne s'impose pas c'est tout de suite les sujets identitaires, sécuritaires qui reviennent par enchantement sur le devant de la scène. La lutte sociale s'articule plus que jamais dans la période avec la bataille politique car il y a bien un face à face entre les forces du progrès et les chiens de garde du capital. Ces luttes elles existent mais elles demandent à être démultiplié car nous sommes encore loin du compte. Beaucoup trop de travailleur(euse)s vivent mal au travail, ou ne tirent pas assez de revenu pour vivre dignement de leur travail.



## 2022, Élections dans la fonction publique : la CGT 1<sup>ère</sup> organisation syndicale !

Les élections professionnelles dans la fonction publique se sont achevées le 8 décembre 2022. Le premier enseignement de cette séquence, c'est que les pouvoirs publics n'ont pas démontré un grand intérêt pour favoriser l'expression démocratique des salarié(e)s.

On déplore une baisse, et parfois un effondrement de la participation. En voulant imposer une solution de vote électronique, les pouvoirs publics sont les seuls responsables de cette Bérézina. Cette organisation

calamiteuse est bien l'outil d'une stratégie à peine masquée : tenter de discréditer le travail syndical quotidien et d'affaiblir la démocratie sociale, derniers obstacles au néolibéralisme. C'est l'idéologie des affairistes qui commande chaque mesure. L'assurance chômage doit s'adapter au marché. La loi sur l'immigration doit sécuriser les patrons, en n'acceptant que les immigré(e)s perçu(e)s comme rentables. La réforme des retraites doit répondre à ces injonctions,

tout en maintenant une « armée de réserve » pour faire pression sur les conditions salariales. Malgré les embuches, les résultats de la CGT aux élections de la Fonction Publique permettent d'adresser un message fort pour contrer cette perpétuation de l'offensive néolibérale.

La CGT demeure la 1<sup>ère</sup> organisation syndicale dans la fonction publique au plan national, et en Seine Saint Denis nous confortons cette première place. Plus de la moitié des collectivités territoriales du département ont

placé la CGT en tête. Nous redevenons premiers au conseil départemental. Aux finances publiques du 93, à l'université Paris 8, au conseil régional, nous creusons l'écart et effectuons des progressions spectaculaires. Dans les hôpitaux de Montreuil, d'Aulnay-Sous-Bois, les salariés ont majoritairement fait confiance à la CGT. Au sein des organismes de logements sociaux, Plaine commune Habitat, Est Ensemble Habitat, Seine-Saint-Denis Habitat, la CGT a obtenu le plus de voix. Dans l'éducation nationale la CGT continue sa progression méthodique et fait une

percée importante dans le 1er degré. Dans les services de la Préfecture nous redevenons représentatif(ve)s en doublant notre score de 2018. Ces exemples témoignent d'une bonne dynamique dans tous les secteurs du public. Fort de ces résultats, la CGT va continuer son travail de proximité, œuvrer à convaincre et faire grandir nos syndicats, construire des rapports de force pour être à l'offensive !



#jevotecgt  
le 8 décembre 2022

les adhérent(e)s à notre association, des Unions locales CGT, la FSU, des universitaires, historienne, la directrice des Archives Départementales, les Archives de Bobigny, l'IHS de la FAPT et une délégation de l'IHS National conduite par son président Gilbert Garrel.

Avant de lever le verre de l'amitié et de la fraternité sont intervenus Kamel Brahm, Secrétaire général de l'UD CGT 93, puis José Pinto, Président de l'IHS CGT 93.

► Rassemblement musical devant la préfecture, **le 21 juin** à l'appel du collectif unitaire 93 livre noir, dont est membre l'UD 93, contre la dématérialisation de l'accueil des migrant(e)s pour un allègement des procédures de régularisation.

► Libertés syndicales au cœur des préoccupations de l'UD93 : deux

camarades de l'Énergie 93 victimes d'une procédure disciplinaire pour donner suite à un mouvement social. Rassemblement **le 23 juin** au CSE Enedis à Melun. Une autre action **le 21 juin** à La Courneuve pour 5 camarades convoqué(e)s au commissariat a rassemblé plusieurs dizaines de camarades du 93.

► **Le 20 juillet 2022**, La grève a éclaté comme un cri du cœur. Une dizaine de salarié(e)s sans papiers travaillant dans un centre d'hébergement d'urgence à Bagnole ont débrayé, avant d'occuper les locaux. Non déclaré(e)s, travaillant 12 heures par jour, payés à un taux horaire inférieur au Smic (entre 8 et 9 euros de l'heure), voire pas payés du tout, ces salarié(e)s assuraient la logistique et le bon

fonctionnement de cet ancien hôtel Ibis, qui a accueilli plusieurs centaines de personnes au plus fort de la crise sanitaire. Depuis Mars 2022 leur employeur, Gaba international



service, ne leur versait plus aucun salaire. Avec une forte solidarité organisée par l'UL de Bagnole et l'UD 93 les grévistes ont obtenu gain de cause et une promesse de régularisation devenue



effective peu après.

► **Juillet 2022** Dassault Falcon Service Le Bourget : La grève fait plier les actionnaires. Après 6 jours d'une grève massivement suivie par les salarié(e)s de la maintenance et des pistes pour amener la direction de DFS à la table des négociations avec en sortie de réelles avancées salariales.

► **Septembre 2022** Mobilisation des salarié(e)s de Fast Despatch Logistics, sous-traitant d'Amazon, pour obtenir le paiement des salaires. Blocage des dépôts d'Amazon Le Blanc Mesnil et Noisy-le-Grand. 1<sup>ère</sup> victoire sur le paiement des salaires du mois de juillet et août. Suspension des blocages. L'audience au tribunal de commerce a prononcé la liquidation de l'entreprise lâchée par Amazon. Large présence de la presse, des député(e)s, de la CGT (Unions Locales concernées, UD93 et fédération des transports).

► Rassemblement du **10 octobre** devant les locaux de l'Inspection du Travail de Bobigny. Lutte des inspecteur(ice)s du travail du 93 contre les vacances de postes : Mobilisation qui a rassemblé des inspecteur(ice)s du département, des politiques, des militant(e)s, des salarié(e)s. Une délégation très nombreuse s'est invitée pour soutenir les camarades de l'inspection. Temps qui a démontré un bon rapport de force dans le 93. L'UD porte l'idée d'une structuration régionale du mouvement.

● Victoire pour l'indépendance de l'inspection du travail : Antony Smith voit sa sanction disciplinaire annulée par le tribunal administratif de Nancy.



► **Novembre 2022** Bagnolet : À la clinique Floréal, la révolte des soignant-es du privé. En grève durant plus de trois semaines, les salarié-es de la clinique Floréal dénoncent des salaires ultra faibles, des conditions de travail dégradées, et des malversations de leur employeur, le groupe Almaviva.

Le 30 novembre, le préfet édite un ordre de réquisition contre 22 grévistes. Mais le mouvement se poursuit jusqu'à pousser la direction à négocier. D'une paire de crocs et d'une polaire, elle propose ensuite 40 € d'augmentation, puis, en décembre 70 €. Comme quoi envers et contre tous, État et ARS compris, la mobilisation finie toujours par payer.

► **Le 29 novembre** : Congrès de l'USR 93. Le travail de préparation des camarades a porté ses fruits, bonne participation des camarades retraité(e)s. Les débats ont beaucoup porté sur les moyens de renforcer l'organisation. L'UD 93 a acté la mise à disposition d'une page dans le BIML pour actualité et activité de l'USR 93. Un collectif d'animation mis en place et une nouvelle direction élue, Claude Simon - Secrétaire général, Marie Claude Bévière à la Politique financière.

► **Décembre 2022** Travailleurs sans papiers : la permanence départementale à l'UL de Bobigny ne désemplit pas. Le besoin que chaque UL prenne en charge le sujet et adresse uniquement les situations les plus complexes à la permanence se met difficilement en place.

La situation de salarié(e)s sans papiers travaillant sur les chantiers JO mise à jour par la permanence départementale Réalités de f e m m e s travailleuses sans papiers : une conférence de presse se tient le

16 décembre à la Bourse départementale du Travail. La CGT a gagné l'unité syndicale sur cette initiative avec une bonne présence médias.

Lors de la manifestation régionale le dimanche 18 décembre à Paris à l'occasion de la journée internationale des migrant(e)s : le cortège de salarié(e)s sans papiers organisé(e)s par la CGT93 est significatif et animé.



## 2023

Le 20 janvier, 5 syndicalistes de la CGT énergie 93 sont convoqué(e)s devant la justice pour fait de grève. Environ une centaine de militant(e)s se sont réunis devant le tribunal de Bobigny pour soutenir leurs camarades, salarié(e)s d'Enedis ainsi qu'un élu de la CGT énergie inculpés pour dégradation et vol aggravé en réunion. Ce procès remet en lumière la répression syndicale dont sont victimes depuis plusieurs



mois les électricien(e)s et gazier(e)s récalcitrant(e)s. " Nos employeurs sont déterminés à casser les résistances dans le monde du travail. Ces procédures pour nous, c'est des perquisitions violentes de la police à 6h du matin, devant nos familles, c'est des menaces d'emprisonnement et de licenciement " ajoute Romain Rassouw. Le procureur, qui a reconnu lors de l'audience que " le préjudice n'était pas si important que cela "



## Bataille des retraites : une mobilisation historique

► **Le 19 janvier 2023**, près de 2,2 millions de personnes manifestent partout en France contre cette nouvelle réforme des retraites portée par le gouvernement. Pour une première, c'est plus qu'en 1995 (600 000 manifestant-es), et qu'en 2019 (1,5 millions de manifestant-es). A Paris, 400 000 personnes prennent les rues. Un cortège si dense qu'il a dû se diviser

sur plusieurs artères depuis la place de la République, n'arrivant à destination qu'en début de soirée.

Réussie dans les rues, cette mobilisation l'a aussi été dans les entreprises. Dans le secteur de l'énergie, la CGT annonce un taux de grévistes de 57% à EDF, plus important que lors de la première journée de mobilisation en 2019. Même constat ailleurs, avec 40% de grévistes à Engie, 60% à GRDF, et 66% à Enedis. Pour la fonction publique d'État, le

Ministère recense quant à lui 30% de grévistes parmi les 2,5 millions d'agent(e)s. Dans l'éducation, les syndicats annoncent près de 70% des personnels en grève.

En Seine-Saint-Denis, c'est 75% des enseignant-es du primaire qui étaient en grève, entraînant la fermeture de 300 écoles sur les 800 que compte le département. Les finances du département comptent 27,5% de grévistes.

Les agent(e)s territoriaux(les) ont aussi été très mobilisé(e)s, comme à Pantin, où 80% de l'encadrement était en grève. Dans les transports, la SNCF compte 46,3% de grévistes, dont 1/3 des cadres, et la moitié des agent-es de maîtrise. A la RATP, de nombreuses lignes de métro comme la 13 ou la 5 ne tournent qu'aux heures de pointe, tandis que plusieurs lignes de bus du département sont complètement à l'arrêt.

Des professions du 93 ont décidé de préavis de grève dès cette semaine (FNIC, ENERGIE, CHEMINOT) **le 26 janvier** notamment en parallèle nous avons de nombreuses sollicitations d'élu(e)s de gauche pour participer à des initiatives publiques.



## RETRAITES 2023 Une réforme déconnectée du monde du travail

*" Cette réforme n'est pas du tout adaptée aux réalités du monde du travail. A la RATP, elle repose la question de l'attractivité des métiers, en pleine crise de recrutement " constate à la manifestation John Borges, de la CGT RATP. Dans son dépôt de Pleyel, à Saint-Denis, 50% des agent-es sont en grève. " Le métier de machiniste reste difficile malgré les évolutions des postes de travail " poursuit le syndicaliste. Troubles musculo-squelettiques, problèmes cardiovasculaires, burn-out, de plus en plus d'agent-es quittent la régie avant la fin de leur carrière. " Arrivés à la cinquantaine, beaucoup de collègues ne sont plus aptes à exercer, et finissent licencié(e)s pour inaptitude " conclut-il. Opinion partagée par Rodolphe, enseignant au lycée Rimbaud de La Courneuve : " Personne ne se voit en classe à 67 ans. " Selon le professeur, cette réforme serait contre-productive, autant pour les personnels que pour les élèves.*

### Une mobilisation construite en assemblée locale

Ingrédient essentiel à la réussite de cette première mobilisation, le travail de terrain réalisé par les militant-es dans les entreprises, les services et les unions locales, a été déterminant. Dans le 93, c'est plusieurs dizaines d'assemblées générales, de tractages et de débrayages qui ont été organisés, ainsi qu'une trentaine de cars affrétés localement pour le jour J. C'est aussi l'occasion de renouer avec les assemblées interprofessionnelles, comme à Aubervilliers, où 60 personnes se sont retrouvées à l'union locale avant de partir manifester, ou à Roissy, sur la plateforme aéroportuaire, qui compte près de 80 000 salarié-es, les initiatives se multiplient. Des travailleur(euse)s sous-traitant(e)s et intérimaires passent à l'AG avant de partir manifester sur les aérogares.



Dans la foulée de la manifestation, l'intersyndicale annonce une nouvelle date nationale le 31 janvier 2023. D'ici là, c'est aux syndicats et aux unions départementales d'animer localement la bataille des retraites, pour continuer de convaincre. En Seine-Saint-Denis, plusieurs rendez-vous unitaires se sont tenus, dont un rassemblement le 26 janvier devant la DRIEETS à Aubervilliers.

**Pour défendre sa réforme, le gouvernement multiplie les intox et les arguments fallacieux. Une méthode qui ne trompe plus personne, mais qui affaiblit encore une démocratie en crise.**

Face aux nombreuses oppositions soulevées par l'officialisation du projet de réforme des retraites, le 10 janvier, les argumentaires de la majorité présidentielle n'ont pas fait long feu. Pire, celles et ceux qui se sont penchés sur les détails du texte mettent en lumière d'authentiques « fake news » portées par les représentant(e)s du gouvernement.

**Un "sauvetage" des retraites dont on se passerait bien**

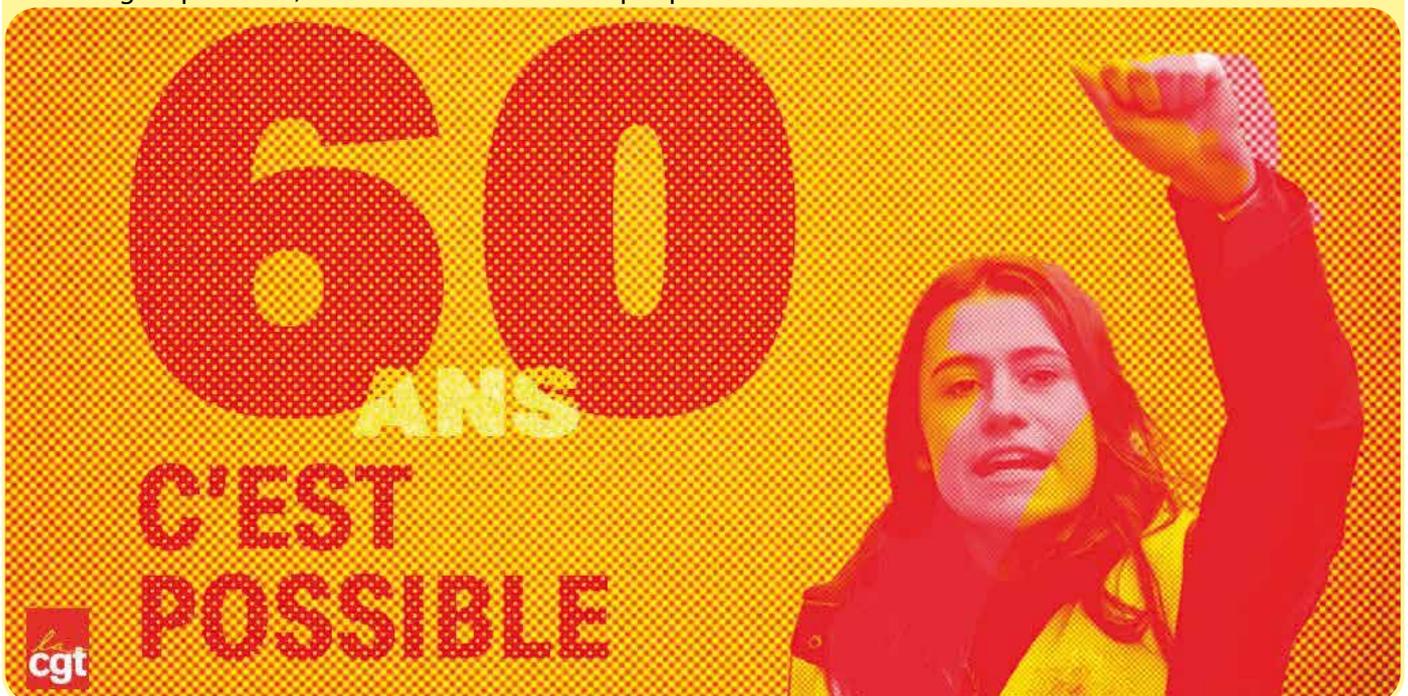
Les différent(e)s Ministres qui se succèdent devant les caméras l'assurent, l'allongement de l'âge légal de départ en retraite doit sauver le système par répartition. Un raisonnement qui ne tient pas la route devant la réalité de l'emploi des "seniors". A 60 ans, un ou une salarié(e) sur deux n'occupe pas un emploi stable. Le taux d'emploi des 60- 64 ans tombe quant à lui à 35%. Avec l'augmentation de l'âge légal de départ en retraite, les 1,4 millions de personnes ni en emploi ni en retraite devraient voir leurs rangs gonfler.

Pour les salarié-es, cela revient à rallonger le sas de précarité qui les mène à la retraite.

Pour l'Etat, cela équivaut à une hausse mécanique des prestations sociales à verser, alors même que plusieurs économistes estiment que 33% des économies réalisées sur les retraites lors des précédentes réformes ont été répercutées sur d'autres budgets de l'Etat. Un sauvetage d'autant plus mal venu que les exonérations de cotisations sociales et patronales décidées par le gouvernement ont fait perdre près de 15,7 milliards d'euros à la branche vieillesse de la sécurité sociale, soit plus que les 13 milliards d'euros recherchés pour combler les caisses de retraites en 2030.

**Une réforme dangereuse pour l'avenir de la démocratie**

Acculés par leurs opposants dans les débats publics, les membres de la majorité se sont vite retranché(e)s derrière le dernier argument d'autorité qui leur reste : cette réforme a été annoncée par M. Macron durant la campagne de 2022, en votant pour lui, les français(e)s ont donc également voté pour cette réforme. Un argument fallacieux, déroulant une fois encore un tapis rouge au parti de Mme Le Pen, qui s'engouffre dans la brèche. *"Les syndicalistes sont des sociaux-traitres, ils ont trahi le peuple en élisant M. Macron"* S'il avait fallu achever définitivement le concept de barrage républicain, le Président ne s'en serait pas pris autrement.





► Marche aux flambeaux à Livry Gargan **le 3 mars**.

► Action des énergéticien(ne)s : coupure d'électricité au Stade de France et au village Olympique **le 7 mars**.

► Marche aux flambeaux : Villetaneuse et La Courneuve **le 10 mars**.

Une multiplication inédite des actions de proximité pour toucher le cœur de la population du département. Plus de 1500 manifestant(e)s pour l'ensemble de ces marches.

Le secteur collecte et traitement des déchets organise notamment une forte mobilisation. Le 93 particulièrement concerné par des sites qui traitent Paris.

**Malgré deux mois de grève, d'intenses mobilisations, et un passage en force du Gouvernement via le 49.3, le mouvement social contre la réforme des retraites n'a jamais été aussi puissant.**

► **Le 26 janvier** à partir de 7h30 distribution RER Saint - Denis Plaine et Stade France ( RER B et D)

► **Le 26 janvier** à partir de 12h00 rassemblement devant la DRIEETS à Aubervilliers, administration du ministère du travail.

Dans le même temps des AG dans les territoires et les professions (ROISSY, CGT EDUC notamment)



► Marche aux flambeaux à Pantin /Le Pré-saint-Gervais **le 3 février** : plus de 300 participant(e)s.

► Bagnolet / Les Lilas, Romainville, Montreuil marche aux flambeaux **le 10 février** : initiatives soutenues par l'intersyndicale départementale.

► **17 février** : Noisy Le Sec : marche aux Flambeaux

► **Depuis le 19 janvier**, la mobilisation n'a jamais faibli. Quoi qu'en disent les cabinets de comptage à la solde du gouvernement, les neufs rendez-vous nationaux organisés depuis le début de la mobilisation ont rassemblé en moyenne près de 2 millions de personnes partout en France. Près de 4 personnes sur 10 ne se sentent pas capables de travailler 2 ans de plus selon une étude du Ministère du travail, publiée début mars.

Dans la rue ou dans les enquêtes d'opinion, l'opposition contre la réforme a été en constante progression. 9 salarié-es sur 10 se déclarent hostiles à cette réforme d'après l'Institut Montaigne. Après deux mois de conflit, les cotes de popularité de M. Macron et Mme Borne s'effondrent, pour atteindre respectivement 28% et 29%.

A l'inverse, l'intersyndicale nationale est largement soutenue par la population. **Mi-mars**, 82% de français-es estiment

que M. Macron doit recevoir les syndicats, demande qui n'aboutira jamais.

## En Seine-Saint-Denis, les petites rivières font les grands ruisseaux.

En parallèle des rendez-vous nationaux, des dizaines d'initiatives ont été menées dans le département : assemblées générales, meetings, tractages, défilés ... **Entre les mois de janvier et mars**, des retraites aux flambeaux ont été organisées dans plus d'une quinzaine de villes du département, rassemblant près de 5000 manifestant-es.

Ces rassemblements locaux ont largement contribué à enraciner la grève, permettant d'entretenir la mobilisation entre les grands rendez-vous nationaux.

Empêtré dans ses mensonges et ses contradictions, le Gouvernement a largement perdu la bataille de l'opinion à propos des retraites, et bien au-delà. Face à un mouvement social qui s'est ancré dans le paysage, E. Macron a ouvert grand les vannes de la répression, quitte à radicaliser encore les dizaines de millions de personnes qui s'opposent à son projet.



► Une initiative unitaire dans le cadre du **8 mars**: la pièce de théâtre. JEM'APPELLE LOLITA GODINEZ par la compagnie Louma Strak. La date initiale décalée au 6 mars pour cause de mobilisation le 7. Temps d'échange « politique » avec deux syndicalistes, CGT Educ et FSU suivi d'un pot fraternel à la fin du spectacle.

► **53<sup>ème</sup> congrès confédéral du 27 au 31 mars 2023** : Nouvelle direction confédérale, nouvelle CEC. Sophie Binet, syndiquée du 93 élue Secrétaire générale, Laurent Brun administrateur.

Kamel Brahmi et Agathe Le Berder élu(e)s à la CEC pour le 93 parmi les 66 membres issu(e)s du congrès.

Notre département a pris toute sa place dans le déroulement de ce congrès mouvementé mais qui a su trouver les chemins du rassemblement.

► **Les 13 et 14 avril** se tenait le congrès de la CGT éduc'action 93. Après 4 ans de travail à la tête du syndicat départemental, Basile Ackermann passe le relais à une nouvelle co-direction composée de Louise Paternoster et Zoé Butzbach. Plus de 80 adhérent·es sont venu·es discuter des orientations du syndicat, soit près de 10% des effectifs. A la suite de cette passation de mandat Basile se rend disponible pour venir renforcer le pôle ORGA de l'UD93.



► **Violences Sexistes et Sexuelles :** Formation des dirigeant(e)s de l'UD 93 (CE, UL) sur les violences sexistes et sexuelles sur une journée : 3 dates proposées **les 19, 20 et 21 avril** ont permis l'accès à la majorité des camarades en responsabilité.

► **Un 1<sup>er</sup> mai historique :**

Après 4 mois de luttes ininterrompues contre le projet de réforme des retraites la CGT a de nouveau fait état de sa capacité de mobilisation à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai. Une mobilisation au niveau semblable à celui de 2009 renforcée d'une part par la lutte contre la réforme des retraites et d'autre part par la présence massive des travailleur(euse)s sans papier du 93.

► **Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour le 26 mai** à Aubervilliers, distribution pour dénoncer les agissements de l'enseigne dans les territoires palestiniens occupés, en violation du droit international.

► **Le 15 juin 2023**, la CGT 93 et l'union locale de Livry-Gargan ont organisé un rassemblement aux côtés des habitant·es pour le maintien d'une offre de soin locale. La clinique Vauban est menacée de fermeture définitive suite à une mauvaise gestion du propriétaire, le groupe Avec. Alors que la désertification médicale s'accroît en Seine-Saint-Denis, la CGT demande des comptes au groupe Avec et à l'Etat.

► Fruit de la collaboration de l'union syndicale CGT de l'intérim et de l'union locale CGT de Roissy, une permanence dédiée aux salarié·es intérimaires a ouvert ses portes sur la plateforme aéroportuaire **le 15 juin 2023**.

La zone Aéroportuaire compte près de 90 000 salarié·es, et l'intérim y représente près d'un tiers des



offres d'emplois proposées.

► **Fin juin**, la mort de Nahel, tué par un policier pendant un contrôle routier, scène filmée, a provoqué une révolte des quartiers dans tout le pays. En

Seine Saint Denis quasiment toutes les villes sont touchées par des violences urbaines pendant au moins 5 nuits.

Après les révoltes urbaines à la suite du meurtre de Naël, la seule réponse du gouvernement a été une polémique discriminante et raciste. Nos camarades de la CGT éduc'action 93 dénoncent « On demande à nos camarades, nos collègues, de juger nos élèves en fonction de leur couleur de peau, de leur physique, de leur origine supposée. Il s'agit en réalité d'un écran de fumée pour cacher une des (si ce n'est la) rentrée la plus ratée du XXI<sup>e</sup> siècle. Et pour cause, nous subissons en Seine-Saint-Denis le cumul d'éléments propres à toute l'Éducation Nationale ainsi que des éléments particuliers du département. »

► **JOP 2024** dans le 93 le premier Bilan de la charte sociale a été mis en avant. On note ainsi 4 fois moins d'accidents graves sur les chantiers des J.O par rapport à la moyenne constatée pour ce type d'ouvrage. Mais pour la CGT il s'agit juste d'un processus à amplifier. Les J.O seront placés sous une extrême vigilance syndicale.

► **Mardi 26 septembre**, un déploiement est organisé avec la CGT 93 à Saint-Denis devant un salon de

l'emploi en lien avec les JO. En une journée, cet événement a vu passer près de 16 000 personnes. Suite aux dernières réformes qui se sont abattues sur le système de solidarité français, le nombre de demandeur(euse)s d'emploi indemnisé(e)s est tombé à 36%, tandis que 40% d'entre eux(elles) vivent maintenant sous le seuil de pauvreté. Dans ce contexte, militant·es du Comité national des travailleur(euse)s privé(e)s d'emploi et précaires de la CGT (CNTPEP-CGT) et de la CGT pôle emploi

IDF multiplient les actions contre cette réforme depuis plusieurs mois pour mobiliser « des deux côtés du guichet ».

► Lutte des travailleurs sans papiers : mouvement régional démarré **le 17 octobre** avec 33 piquets dans toute l'île de France dont 8 dans le 93. Tous les piquets du 93 ont arraché des protocoles d'accord dès les premiers jours du mouvement.

► **Novembre 2023** : Menacés d'expulsion de leur Bourse du Travail, les syndicats d'Aubervilliers ont constitué un comité de défense rassemblant plusieurs centaines d'habitant-es, qui rend coup pour coup à la majorité municipale (UDI).

L'UD 93 s'inscrit pleinement dans cette lutte en participant activement aux nombreux rassemblements devant la mairie à l'occasion des réunions du conseil municipal et en conduisant une marche



aux flambeaux

► Mobilisation Educ'action 93 : Le 93 est le département le plus pauvre de France hexagonale mais aussi le moins bien doté en matière d'éducation. Les moyens attribués à l'école doivent être immédiatement remis à niveau. C'est le constat de la CGT Educ Action et c'est l'objectif que se donne l'intersyndicale CGT-FSU-SUD-CNT en lançant la mobilisation à partir du **16 novembre**.

► Répression syndicale : Depuis la réforme des retraites, près de 1000 syndicalistes de la CGT sont menacés par des procédures disciplinaires ou

judiciaires. Les rassemblements de soutien s'enchaînent, et la solidarité ne faiblit pas. Rassemblement du **93 le jeudi 23 novembre** au commissariat d'Argenteuil contre le fichage des militant(e)s. Convocation d'Hervé Ossant pour prise d'ADN. Présence de dirigeant(e)s confédéraux(les), dont Sophie Binet.



► **Le 24 novembre**, c'était au tour de Nicolas Pereira, secrétaire de l'union locale CGT de la plateforme aéroportuaire de Roissy d'être convoqué, par son employeur Transdev Aero Piste. La direction du sous-traitant d'Air France lui reproche, ainsi qu'à une dizaine d'autres militant-es, de s'être invités à une soirée "champagne & petits-fours".

Devant les locaux de l'entreprise, 400 militant-es issu-es de différents syndicats, font entendre leur soutien à leur camarade.

► Journée d'étude **le 28 novembre** pour les membres de la CE et membres des CE d'UL, consacrée à la question du « Travail bénévole » - intervenant(e)s : une sociologue spécialisée sur la question, Inspecteur du travail, collectif CGT privé(e)s d'emplois et nombre de camarades présent(e)s.

► **Le 11 décembre** : Les travailleur(euse)s sans-papiers manifestent à l'occasion de l'ouverture des débats parlementaires sur la loi immigration à l'Assemblée nationale. Les grévistes sans papiers du 93 sont largement présents dans la manifestation parisienne.

► La CGT en Seine-Saint-Denis termine l'année 2023 avec plus de 20 000 syndiqué(e)s. Notre Union Départementale, anime le réseau de Bourses du travail le plus important du pays, avec 23 lieux de proximité où l'on peut passer la porte pour se renseigner sur ses droits. Être accompagné pour ses élections professionnelles. Obtenir une aide pour implanter et renforcer la CGT dans son entreprise. C'est un capital précieux afin d'affronter les remous qui ne manqueront pas.

## 2024

► **Le 4 janvier**

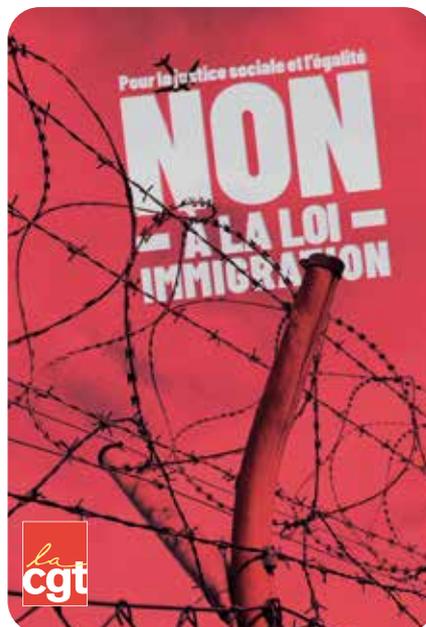
Réunion intersyndicale prud'hommes : Accord intersyndical de gestion du

CPH de Bobigny est signé. La CGT prend la présidence pour 2024 avec l'élection de Victor Medopko.

► La convention d'occupation de la bourse du travail d'Aubervilliers par les syndicats s'est achevée le 12 janvier 2024 **Le 18 janvier**, près de 200 manifestant-es se sont invité-es aux vœux de la maire de la ville, Mme Francllet. Depuis, les syndicats locaux, qui ont reçu un avis d'expulsion, ont engagé une occupation militante des locaux.

► Répression syndicale : Nicolas Pereira, secrétaire de l'union locale CGT de Roissy CDG a été licencié par son employeur, Transdev. Dans un communiqué, l'UL de Roissy a annoncé "entamer des

d é m a r c h e s juridiques pour contester ce licenciement [...] s'appuyant sur des motifs fallacieux", et annonce que plusieurs actions pour la réintégration de Nicolas vont être organisées. Première action **le 1<sup>er</sup> février 2024**, devant siège Air France (donneur d'ordre de Transdev Aéroportiste)



► **25 janvier** Rassemblement en solidarité avec Moïse Paul convoqué pour un entretien préalable par son employeur l'ANRH à Saint Denis. De nombreux(ses) camarades du 93 sont présent(e)s. Pour finir par constater que le dossier est vide. L'entretien n'a donné lieu à aucune sanction mais l'UL comme l'UD restent vigilantes.

► **Le 2 février 2024** plus d'une centaine de travailleur(euse)s sans-papiers en grève depuis octobre sont venus chercher leur récépissé à la préfecture de Bobigny.

► Rassemblement devant ALSTOM Saint-Ouen avec la présence de Sophie Binet. Les salarié(e)s se rassemblent tous les jours depuis **le 6 février**

commande sont pleins.

► **8 février 2024**, rassemblement devant la mairie d'Aubervilliers lors de la tenue du conseil municipal pour s'opposer à la fermeture de la bourse de travail décidée par la maire.

► **12 février 2024**, rassemblement, avec la présence de Sophie Binet, devant TRANSDEV à Roissy contre la répression syndicale et contre le licenciement de Nicolas Pereira, Secrétaire général de l'Union Locale de Roissy.

► **J.O.P du 26 juillet au 11 aout 2024** : suite à la réunion nationale organisée par la confédération

• dispositif de présence militante et d'un numéro vert en construction.

• Niveau CGT 93 : tableau de présence lors des deux semaines réalisées.

• UD a indiqué qu'elle mettait à disposition nos Unions Locales de Saint-Denis, Aubervilliers et St Ouen pour organiser déploiement militant.

L'UD93 décide de bâtir une cellule de veille pour le 93 : droit du travail, et capacité de réaction sur les éventuels sujets politiques (surveillance, liberté, conditions de travail, bénévolat).

► Mouvement intersyndical dans l'Éducation **le 1<sup>er</sup> février** : forte

mobilisation dans le 93, 150 écoles fermées avec 55% de grévistes. Nouvelle journée de mobilisation nationale **le 6 février**. La CGT EDUC'action 93 appelle à une Journée de grève dans le 93 sur plan de rattrapage **le 26 février**.

► De nombreuses initiatives se sont déroulées dans les villes de Seine-Saint-Denis le **21 février 2024** à l'occasion de l'entrée au Panthéon de Missak et Mélinée Manouchian. L'Institut d'Histoire Sociale CGT IHS 93 y a pris toute sa place aux côtés d'associations et de partis politiques afin d'honorer leur mémoire, notamment au Panthéon, à La Courneuve, Tremblay en France et au Blanc - Mesnil.

► Grève féministe : en Seine-Saint-Denis, les camarades ont été des bâtisseuses d'unité syndicale pour organiser une initiative sur les questions d'égalité Femmes/Hommes. **Le 4 mars**, à la Bourse départementale du Travail, se tient un débat dans le cadre de l'intersyndicale CGT, FSU, CFDT, Solidaires, à propos des questions salariales (les femmes sont toujours ¼ moins payées en moyenne que les hommes), de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail. Cette journée se termine en préparant nos banderoles et nos slogans pour la manifestation à Paris le 8 mars.



pour dénoncer la faiblesse des NAO et s'opposer aux 200 suppressions d'emplois en France (1500 dans le monde) alors que les carnets de



## 2024 Éducation : Mobilisation pour un plan de rattrapage dans le 93

Soutenue par les parents d'élèves, la mobilisation pour un plan d'urgence dans l'éducation en Seine-Saint-Denis s'ancre localement, s'invite dans les débats nationaux, et met en lumière les inégalités scandaleuses qui minent la scolarité des élèves du département.



Semaine après semaine, la mobilisation des enseignant-es de Seine-Saint-Denis pour un plan d'urgence dans l'éducation a pris une ampleur inédite au point de s'inviter dans le débat national. La CGT EDUC'action 93 prend toute sa place dans le mouvement dont elle est à l'origine. Notre Union Départementale y apporte son soutien logistique et invite les Unions Locales à organiser les mobilisations localement.

**Le 26 février dernier**, le 93 n'a pas fait sa rentrée. S'appuyant sur plusieurs semaines d'enquête, auprès des établissements scolaires du 93, l'intersyndicale



départementale de l'éducation (CGT, FSU, Solidaires, CNT) revendique un plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis à hauteur de 358 millions d'euros.

**Le 27 février**, plusieurs centaines d'enseignant-es en grève se rassemblent devant la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) à Bobigny.

Mobilisant des taux inédits de grévistes, les journées d'action s'enchaînent afin d'interpeller les médias et l'opinion publique.

**Le 7 mars**, près de 5000 manifestant-es défilent à Paris, rejoints par des enseignant-es d'autres départements.

**Le 14 mars**, plusieurs cortèges partent de La Courneuve,

Montreuil, Aulnay, pour converger à Bobigny.

Avec le soutien de la FCPE 93 et de nombreux parents d'élèves, la mobilisation s'est ancrée localement et sur le long terme 5000 personnes se retrouvent sur le parvis de la préfecture de Bobigny. Longtemps snobée par les pouvoirs publics, la mobilisation des enseignant-es du 93 inquiète le pouvoir : dès le lendemain, l'intersyndicale est reçue au ministère.

Cette première rencontre au Ministère n'aura rien donné. L'intersyndicale de l'éducation a appelé l'ensemble des enseignant-es à la grève reconductible à partir du **19 mars**.

Taux de grévistes massifs, unité syndicale, soutien des parents d'élèves, communication percutante, le gouvernement s'est retrouvé coincé politiquement par cette mobilisation départementale, et les deux rendez-vous concédés le **10 avril** à Matignon et **le 15** au ministère de l'Éducation nationale sonnent comme une première victoire symbolique pour les syndicats et les organisations de parents d'élèves

**Le 10 septembre**, plus de 1000 personnes parents et enseignant(es) défilaient à Paris pour un plan d'urgence de l'éducation en Seine-Saint-Denis. En juin, la dissolution de l'Assemblée nationale avait brutalement interrompu les négociations arrachées de haute lutte par les personnels enseignants du département.



► Au lycée Blaise Cendrars de Sevrans, **début mars** une vidéo tournée par les élèves, illustrant l'état catastrophique des locaux a été reprise par de nombreux médias nationaux. Depuis, 4 professeur-es apparaissent dans la vidéo



sont depuis visé-es par une procédure disciplinaire. Mais aucune tentative de répression ne saurait plus enrayer la médiatisation de ce conflit et de l'état catastrophique de l'école publique dans le département le plus jeune et le plus pauvre de France métropolitaine. BFM, l'Huma, Le Parisien, Blast, France 3, Inter

... ce sont des dizaines de médias qui ont ainsi relayés les images incroyables de ces locaux dégradés, où les assistant(e)s d'éducation doivent chasser les rats des couloirs pendant que les profs s'improvisent plombiers.

► **Le 20 mars**, la Confédération a organisé une journée de lancement pour la campagne des élections TPE 2024. Notre UD a mis en place une cellule Orga dirigée par Basile Ackermann afin de préparer cette campagne sur notre département (identifier et localiser les électeur(rice)s, adapter les flyers aux métiers présents sur le territoire, préparer la campagne de phoning...)

► Répression syndicale : Kamel Brahmi, Secrétaire général de l'Union Départementale CGT de Seine-Saint-Denis a été interpellé injustement le **4 avril** lors d'une action organisée par les syndicats d'enseignant-es à Saint-Denis, à

l'occasion de l'inauguration de la piscine olympique. Au terme d'une action pacifique et maîtrisée par les militant-es, Kamel a pourtant été arrêté de façon ubuesque, après un échange banal avec un agent de la Brav-M. Environ une centaine de personnes s'est rassemblée ensuite devant le commissariat de Saint-Denis pour exiger sa libération. Kamel sera convoqué au tribunal de Bobigny le **11 juin**. La liste des syndicalistes victimes de répression de leur employeur ou de l'État continue de s'allonger.





## MA France Aulnay

280 salariés en CDI et 120 intérimaires sont concernés par cette fermeture d'usine. Car malgré la détermination et la solidarité des travailleurs en lutte, la direction de MA France, propriété d'une multinationale CLN (1 milliards de chiffres d'affaires et 7.000 salariés à travers le monde) a réussi en un temps record à obtenir la liquidation de l'entreprise au Tribunal de Commerce.

La grève démarrée le 16 avril, a ainsi provoqué la mise à l'arrêt de 3 usines de Stellantis, Poissy, Hordain, et Luton en Angleterre, à cause du manque de pièces fournies par Aulnay. Des usines qui depuis ont le plus grand mal à reprendre un rythme de production optimal. MA France a un client quasi unique qui lui achète la majeure partie de sa production, lui fournit sa matière première, et lui « prête » les machines-outils. MA France ne détient donc que les contrats de travail et les murs de l'entreprise tout le reste est dans les « griffes » de la multinationale Peugeot-Fiat-Chrysler.



Ce même donneur d'ordre a essoré son sous-traitant, en lui imposant des prix d'achat pour sa production intenable, avant de rompre son contrat et donc de plonger cette dernière entreprise du 93 de la filière industrielle de l'automobile dans de grandes difficultés. Bonne implication des salariés dans le mouvement a permis d'obtenir des garanties et des avancées de nature à servir d'exemple dans les autres entreprises du secteur largement représentées sur l'aéroport.

► **Avril** : Fusion Saint-Denis/Pierrefitte : le maire de Saint-Denis organise ce « coup de force » au pas de charge. Fort mécontentement des agentes et des agents, leurs représentant(e)s n'ont pas le temps d'étudier les documents pour se prononcer de façon éclairée. La CGT des Territoriaux de Saint-Denis a affirmé son opposition et est à l'initiative d'une interpellation unitaire des élu(e)s.

**Mardi 23 avril** l'intersyndicale départementale se réunit pour travailler une interpellation du préfet sur ce projet

qui porte de lourds dangers pour le service public et l'emploi public.

► Lutte des salariés de la POSTE Roissy contre la réorganisation du travail suite à un déménagement de site avec des craintes sur l'emploi. Rassemblement **le 26 avril** devant l'entreprise avec la participation de l'UD.

► Ce **1<sup>er</sup> mai 2024**, travailleuses et travailleurs, jeunes, privé-es d'emploi, précaires et retraité-es se sont mobilisés

partout en France, à l'occasion de la journée internationale de lutte du monde du travail.

Plus de 210 000 manifestant-es ont participé aux plus de 280 manifestations et rassemblements organisés sur tout le territoire. Dans le cortège parisien les camarades du 93 ont aussi manifesté(e)s nombreux(ses) pour le retour d'une paix durable en Palestine dans le respect des droits du peuple palestinien.



## Le 9 juin dissolution de l'Assemblée nationale.

Manifestation départementale à l'appel de l'UD en intersyndicale avec La FSU93, Solidaire93, l'UNSA93, d'associations et de collectifs (LDH93, RESF93, DAL...) contre l'extrême droite le jeudi 27 juin. Parcours de Saint Denis à Aubervilliers très dynamique avec de nombreux participants et un accueil bienveillant de la population des villes traversées.

De nombreuses initiatives locales (distribution

dans les gares RER, sur les marchés, dans les entreprises, des assemblées générales, des collages...)

Les cadres et structures de la CGT ont mandat pour



soutenir les candidatures « Nouveau Front Populaire » en portant des exigences revendicatives de la CGT.

Forte inquiétude sur la circonscription de Bobigny, Drancy, Le Bourget. Sans intervenir dans les débats des partis politiques, au vu des nombreuses confrontations syndicales pour défendre libertés, droits, moyens syndicaux et services publics, la CGT est légitime pour alerter sur le péril que représentent le Rassemblement National et ses alliés d'extrême droite.

Suite aux résultats des élections européennes, la dissolution de l'Assemblée nationale, geste irresponsable du Président Macron, crée les conditions de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. La CGT a décidé de se déployer prioritairement dans la bataille pour faire barrage. L'UD CGT 93 a décidé d'appeler à



voter pour « le programme du Front Populaire ».

Manifestation à l'appel d'UD et d'associations contre l'extrême droite le jeudi 27 juin



► Manifestation **le 18 juin** organisée par l'UL de Roissy : campagne pour exiger un Comité santé sécurité au niveau de la Plateforme aéroportuaire, et sur la question des salaires...

► Manifestation interprofessionnelle **le 1<sup>er</sup> octobre** pour la justice sociale, les salaires, pensions et l'abrogation de la réforme des retraites : Cortège du 93 dynamique dans la manifestation parisienne.



## JOP 2024 : Charte sociale, numéro vert, permanences, quel bilan de la surveillance syndicale de la CGT.

Pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, la CGT a maintenu une surveillance syndicale qui a permis de soutenir les salarié-es employé-es sur les sites olympiques dont plusieurs étaient situé(e)s sur notre département. De nouvelles méthodes, répondant à de nouvelles stratégies patronales, qui ont débouché sur des résultats concrets mais aussi des échecs.

Si la charte sociale des JOP a permis de réduire le caractère accidentogène des grands chantiers, elle n'a pas pu pour autant empêcher la mise en place d'un système d'exploitation insidieux. Un système qui a définitivement normalisé le recours à l'intérim, aux très bas salaires, et à l'exploitation de travailleur(euse)s étranger(e)s, s'appuyant sur une myriade d'entreprises sous-traitantes servant de fusible en cas de scandale.

Parmi les principaux problèmes remontés par les salarié-es du COJOP durant les Jeux, l'utilisation abusive du forfait jour a été au centre des discussions. Après un débrayage observé sur la plateforme de



Roissy plusieurs salarié(e)s du COJOP ont sollicité la CGT pour saisir les prudhommes afin de contester les termes de leur contrat de travail et notamment l'application d'un forfait jour imposé.

► **Du 1<sup>er</sup> au 10 octobre** lancement de la campagne de l'USR 93 en intersyndicale sur les politiques de santé en Seine Saint Denis avec un temps fort **le 10 octobre** à la Bourse Départementale du Travail... Campagne de pétitions devant les Hôpitaux du département **le 4 novembre** à Avicenne (Bobigny), **le 18 novembre** à Delafontaine (Saint Denis).

► **Le 12 novembre** L'UD 93 à l'initiative de la création de VISA93 (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) association intersyndicale (avec la FSU, Solidaire et la CNT) outil de formation et d'information pour les syndicalistes et militant(e)s du monde du travail pour contribuer au combat syndical antifasciste.

Ce même jour la CE de l'UD valide l'adhésion de l'Union Départementale à BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) cette campagne de dénonciation de la politique de l'État d'Israël en tant qu'occupant et



colonisateur (notamment par le boycott des produits en provenance d'Israël et des entreprises ou états qui soutiennent ces politiques par leurs investissements). Elle constitue un outil de pression pour que soient appliquées des sanctions et un levier sur le gouvernement israélien, qui servira à imposer la seule issue acceptable pour cette région : l'application du droit international et le respect des droits des Palestinien(ne)s.

► **MA France Aulnay** : Médiation close en juillet. Indemnités + accompagnement renforcé sur retour à l'emploi via le fond dédié aux salarié(e)s de la filière auto. Le site reste occupé malgré les tentatives de déménagement des machines-outils par la direction de Stellantis. L'homologation du PSE est contestée en justice.

**Le 2 octobre** rassemblement départemental devant le Tribunal Administratif de Montreuil en soutien aux salariés de MA France en contestation du PSE. Les salarié(e)s ont été assigné(e)s au Tribunal de Bobigny le 24 octobre par le mandataire pour occupation illégale du site. L'UD organise un rassemblement de soutien.



Le groupe Stellantis qui pensait licencier en catimini et délocaliser ses machines-outils sans encombre, a été contraint par la lutte de quémander le concours de la force publique pour spolier les travailleur(euse)s de leurs outils de travail. Une force publique qui s'est mise au service de cette multinationale pour déménager l'usine à la veille de la période des fêtes de fin d'année. Un nouvel exemple de collaboration de l'État avec un grand

groupe au profit du Capital, contre les intérêts des ouvrier(ère)s, qui ne fait que renforcer notre détermination et notre engagement pour dépasser ce système ! La combativité des MA France a cependant permis de faire bouger des lignes.

La CGT a porté prioritairement la question de l'emploi, n'a signé aucun accord de fin de conflit, et va continuer à mobiliser tous les acteurs du territoire pour une réindustrialisation du site.

► Depuis **le 12 décembre** les salarié(e)s d'ACNA se mettent en grève quotidiennement pour s'opposer à leur direction. Cette entreprise, ancienne filiale d'Air France, s'occupe du ménage et de l'armement des avions.

La direction d'ACNA veut augmenter le temps de travail de 7h08 à 8h12, et passer de 4 vols à 5 vols par jour. La majorité des salarié(e)s sont des femmes payées à peine au-dessus du SMIC.

Les grévistes d'ACNA organisent un rassemblement le 10 janvier 2025 devant l'entreprise après 30 jours de grève.

## Campagne TPE 2024



En novembre déploiements avec soutien logistique de l'UD 93 pour les élections TPE le 6 à Saint-Ouen, le 13 à Saint-Denis, le 20 à Montreuil, le 27 à Pantin et le 4 décembre à Aulnay. Les Unions Locales sont invitées à solliciter l'UD pour se déployer localement.

Envoi d'un courrier personnalisé de l'Union Départementale 93 à l'ensemble des assistantes maternelles du département.

Mise en place d'une cellule de phoning du 25 novembre au 9 décembre dans le cadre de la campagne TPE. Recrutement de 7 étudiant(e)s pour la plupart adhérent(e)s à la FSE pour contacter les assistantes maternelles et les inviter à voter CGT tous les jours entre 17h00 et 20h00.

Cette campagne a porté ses fruits malgré un taux de participation largement insuffisant.

**En Seine-Saint-Denis, les salarié-es se sont fortement reconnu-es dans les propositions et la démarche de la CGT. Ils sont 44,15% à nous avoir**

**fait confiance (contre 40,57% en 2021). La CGT conforte sa première place, et creuse l'écart avec la deuxième organisation syndicale qui passe de 12,57% en 2021 à 10,61% en 2024.**





# PRE-MANDEMENT

AU 22<sup>ème</sup> CONGRÈS DE L'UD CGT 93

**BOBIGNY du 14 au 16 mai 2025**

**BOURSE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL**

**1, place de la Libération - 93000 Bobigny**

**Le syndicat, la section Syndicale :** .....

Entreprise (Nom et adresse) : .....

.....

.....

Union Locale : .....

Fédération : .....

## Mandate le ou la camarade :

Ouvrier  Employé  technicien  Ingénieur / Cadre

Actif  Retraité  Privé d'emploi

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Date de naissance : ..... Année d'adhésion : .....

Email : .....

Tel : .....

A remplir par le syndicat, la section syndicale et à retourner à  
l'UD CGT 93 par Mail à [contact@cgt93.fr](mailto:contact@cgt93.fr) ou par courrier à UD CGT 93 -  
Bourse Départementale du Travail - 1, place de la Libération - 93016 Bobigny cedex



# La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec **des contrats sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,  
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir  
et sécuriser votre action militante.

→ **Contactez-nous : [partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)**



La Macif,  
c'est **vous.**

Crédit photo : Ryan Lees / Hoxton / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.  
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.